|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant nomination par voie de détachement pour effectuer un stage suite à concours à temps complet *(ou à temps non complet à raison de … heures hebdomadaires)***  M  Grade stagiaire |

Le Maire de la Commune de ................................................ *(ou Le Président de ................................................)*,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

*(le cas échéant) Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ,*

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° …... du …..., portant statut particulier du cadre d’emplois de …...,

Vu le décret n° …... du …... fixant les dispositions communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie …… de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération en date du …… créant un emploi de …… à temps complet (*ou à temps non complet à raison de ...... heures hebdomadaires)*,

Vu la déclaration de vacance d’emploi effectuée auprès du Centre de Gestion et enregistrée sous le numéro V…………………………, par arrêté n° ………………………………………………………… en date du ………………………………….,

Vu la candidature de M ……………………………,

Vu l'arrêté en date du …..., à effet du ……, classant M ……..., *(grade) ….*.., au ... échelon*,* Indice Brut ..., Indice Majoré ..., avec une ancienneté de …... ,

Considérant que M ……... a satisfait aux conditions de recrutement fixées par le décret susvisé,

Considérant que M ……... est inscrit(e) sur la liste d’aptitude au grade de …... à effet du …… établie par l’autorité organisatrice du concours*,*

**ARRÊTE**

ARTICLE 1 : A compter du …….……, M …………….… *(nom de jeune fille),* né(e) ………le ……, est nommé(e) par voie de détachement pour effectuer un stage pour une durée de ……, dans le cadre d’emplois des ……, sur le grade de ……, à temps complet (*ou à temps non complet à raison de ...... heures hebdomadaires)*.

ARTICLE 2 : A la date précitée, M ……… est classé(e) au … échelon, Indice Brut …, Indice Majoré …, avec une ancienneté de …… .

*(le cas échéant) L’agent conserve à titre personnel le bénéfice de son traitement antérieur calculé sur la base de l’IB … /IM ….*

ARTICLE 3 : Au cours de la période de stage, M ....................................................... est astreint(e) à suivre une formation d’intégration dans les conditions prévues par le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux, et pour une durée totale de xx jours. *(Sauf pour les chefs de service de police municipale. Pour ces agents, le stage commence par une période obligatoire de formation de 9 mois organisée par le C.N.F.P.T. et dont le contenu est fixé par décret)*

ARTICLE 4 : Si M ……… n’est pas titularisé(e) en fin de stage, il (elle) sera réintégré(e) dans son grade d’origine après avis de la Commission administrative Paritaire.

**ARTICLE 5 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat et notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le ……………………………..  Signature de l’agent : |